



**Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense,
de la Coopération et de l'Immigration**

Procès-verbal de la réunion du 5 mars 2018

Ordre du jour :

1. Information par le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur la situation internationale
2. Motion de M. Laurent Mosar relative à la lutte contre la dégradation humanitaire en Syrie suite à l'offensive turque
3. Dossiers européens : adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes du 24 février au 2 mars 2018
4. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer

Mme Nancy Arendt, remplaçante de M. Serge Wilmes
M. Alex Bodry, remplaçant de Mme Claudia Dall'Agnol
M. Marcel Oberweis, remplaçant de M. Marc Spautz

M. Charles Goerens, Mme Viviane Reding, membres du Parlement européen

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Mme Rita Brors, Mme Fabiola Cavallini, de l'Administration parlementaire
M. Lucas Thil, stagiaire auprès de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Claudia Dall'Agnol, M. Marc Spautz, M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler

M. Marc Baum, observateur délégué

M. Georges Bach, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Frank Engel, M. Claude Turmes, membres du Parlement européen

*

Présidence : M. Marc Angel, Président de la Commission

*

1. Information par le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur la situation internationale

Taxation sur l'acier

Le Ministre informe que le Président américain souhaite introduire des taxes de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium. Les taxes sur l'acier toucheraient lourdement le Luxembourg. Le Président de la Commission européenne a riposté par l'annonce de contre-mesures sur des produits américains. La surcapacité de l'acier sur le marché mondial est principalement due à la Chine. Les Etats-Unis importent quatre fois plus d'acier qu'ils en exportent. Avec l'introduction des taxes, le prix de l'acier augmenterait aux Etats-Unis et il est à craindre que l'effet de la surproduction mondiale s'accroisse en Europe. Répondant à une question afférente, le Ministre fait savoir qu'il revient à la Commission européenne de proposer des mesures ripostant à l'initiative américaine, y compris le déclenchement de procédures afférentes au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La situation en Syrie

Le Ministre fait savoir qu'environ 400.000 personnes sont encerclées à Afrin. Pour la sixième fois, le cessez-le-feu convenu par l'adoption d'une résolution au Conseil de Sécurité des Nations Unies n'a pas été observé et un convoi humanitaire de trente camions n'a pas pu se mettre en route. La semaine dernière, plus de 600 personnes ont été tuées au Ghouta oriental et les combats continuent. Selon l'accord d'Astana, la Turquie, l'Iran et la Russie sont les pays garants pour un couloir humanitaire. Le regroupement kurde YPG, qui a été un des partenaires de la coalition globale anti-Daesh ayant contribué notamment à la libération de Raqqa, a été attaqué par la Turquie suite au lancement de roquettes vers la région frontalière turque, ce qui amène la Turquie à se référer à l'article 51 de la Convention des Nations Unies. Plusieurs Etats membres de l'Union européenne ont soutenu l'initiative de faire un appel au Président turc, à l'instar de l'appel fait au Président de la Russie. La Haute Représentante pour les affaires extérieures a rédigé une lettre assez générale demandant le respect des résolutions des Nations Unies. Une conférence sur la Syrie sera organisée en mars ou en avril 2018. L'Union européenne est prête à procurer de l'aide humanitaire et des aides pour la reconstruction de la Syrie sous un régime de transition. Selon le Ministre, il serait nécessaire de revenir à un processus diplomatique sous l'auspice des Nations Unies. Or, ceci devient de plus en plus improbable avec le succès militaire du régime Assad.

Un membre du groupe politique CSV s'indigne du fait que la Turquie refuse l'accès humanitaire. Cette attitude par un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne serait inacceptable.

L'Irak

Daesh ne contrôle plus aucun territoire en Irak. Des élections y sont prévues pour l'année en cours. Les pays arabes et l'Allemagne ont accordé des crédits pour la reconstruction, remboursables par les revenus des sources pétrolières irakiennes. L'Irak aurait besoin d'exploiter 3 millions barrels de pétrole par jour. Actuellement, l'exploitation se chiffre à un million de barrels.

Venezuela

Le Ministre informe sur la situation politique précaire au Venezuela et constate que l'Amérique du Sud est divisée en ce qui concerne les relations avec ce pays.

Territoires palestiniens

Le Ministre fait savoir que les Etats-Unis ont réduit leur contribution au fonds pour les réfugiés palestiniens UNRWA de 360 à 60 millions de dollars. Ceci engendre une dynamique négative ayant des répercussions sur 500.000 enfants palestiniens et plus de 700 écoles. Le Luxembourg a accepté d'avancer son aide de 3,7 millions d'euros. Une conférence des donateurs aura lieu le 15 mars 2018 à Rome.

Afrique du Nord

Le Ministre informe sur sa récente visite en Afrique du Nord. En Libye, des élections sont préparées pour pouvoir adopter ensuite une nouvelle Constitution, ceci dans le but d'éviter un nouveau coup d'Etat. Des djihadistes sont encore présents dans quelques endroits au centre du pays. Les structures de l'Etat sont inexistantes ou décentralisées, même au niveau de l'armée. La Libye dispose de ressources naturelles inexploitées pour le moment. Le pays attire des migrants de plusieurs régions africaines. La plupart y vivent en situation illégale, la Libye n'acceptant que des réfugiés originaires de sept pays. Un grand nombre des migrants sont enfermés dans des camps sous des conditions très difficiles pour attendre le retour dans leurs pays d'origine. L'UNHCR est présent sur place. Plusieurs camps ont été fermés pour violations des droits de l'homme.

Au Niger, un centre d'information a été ouvert dans la ville d'Agades pour réduire le nombre de transports de migrants par des passeurs. Le Niger est le seul pays à réadmettre des migrants revenus de Libye. Le Ministre a visité un camp de 800 personnes dans l'attente à pouvoir retourner dans leurs pays. Les passeurs tentent actuellement de compenser leur perte de revenus par le trafic d'armes et de drogues. Les pays du « G-5 du Sahel » tentent d'endiguer ces activités. L'attentat d'Ouagadougou du 2 mars 2018 était par ailleurs adressé contre des locaux accueillant une réunion du « G-5 du Sahel ».

Débat

Il s'avère au cours de la discussion que la Libye n'adhère pas à la Convention de Genève pour étant elle-même en état de guerre.

Le Ministre répond à une question afférente que l'expropriation d'agriculteurs blancs en Afrique du Sud n'a pas encore été débattue au niveau européen.

2. Motion de M. Laurent Mosar relative à la lutte contre la dégradation humanitaire en Syrie suite à l'offensive turque

Vu que la situation en Syrie se développe du jour au jour, il est retenu que les groupes parlementaires se concertent sur un texte à introduire en séance plénière.

3. Dossiers européens : adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes du 24 février au 2 mars 2018

La liste des documents est adoptée.

4. Divers

Le Président de la Commission informe sur les prochaines réunions.

Luxembourg, le 19 mars 2018

La Secrétaire-Administratrice,
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères
et européennes, de la Défense, de la Coopération et de
l'Immigration,
Marc Angel